COMMUNIQUE CGT BOSCH RODEZ

Le syndicat CGT Bosch Rodez souhaitait réagir à la suite de l'article de presse paru le samedi 14 septembre 2024.

En effet nous apprenons par la presse que certains responsables politiques Aveyronnais ont rencontré la direction de l'entreprise. Ils en ont bien sur la légitimité, mais la CGT s'étonne qu'ils aient rencontré notre direction, sans en amont avoir informé et échangé avec les salariés et les organisations syndicales de l'entreprise.

Comment peuvent-ils nous représenter sans connaitre les préoccupations et revendications des salariés de l'entreprise ?

De plus les mêmes qui ont participé à cette réunion avaient vanté l'issue du PSE de 2021, qui a détruit 750 emplois et dont le projet industriel n'était aucunement précis pour assurer un avenir à nos emplois.

La CGT depuis des années a été force de propositions, notamment en revendiquant le maintien des activités et demandant l'arrêt des délocalisations des fabrications le temps de la venue d'une nouvelle fabrication.

La CGT a également lors de nos échanges en 2021 avec ces même responsables politiques, demandé qu'ils interviennent auprès de leur groupe politique afin de faire voter une loi a l'assemblée exigeant des contreparties aux entreprises pour bénéficier des aides fiscales de l'état.

La CGT a alerté à de très nombreuses reprises sur l'issue de l'avenir de l'usine, au vu des choix stratégiques des directions BOSCH.

Nous constatons que nous n'avons pas été écoutés ni entendus.

La CGT Bosch Rodez attend de nos responsables politiques des décisions politiques qui permettent de sauvegarder les emplois chez Bosch et cela ne se fera qu'en contraignant Bosch à le Faire.

Il ne faut pas oublier que ce sont des choix politiques qui sont responsables de la situation de la filière automobile en Aveyron comme dans le pays, avec 80 000 emplois menacés d'ici 2030.

Ils ont voulu au nom d'une transition écologique éradiquer une filière, sans en mesurer les conséquences sur l'emploi et laisser aux mains du patronat des multinationales, décider de la stratégie de l'industrie automobile et de l'avenir des emplois.
Ou en est la réindustrialisation du pays dont parle le président de la République régulièrement ?

Nous n'attendons pas des « coups d 'éclat » consistant à quitter une salle de réunion mais bien des décisions politiques fortes pour contraindre les multinationales comme Bosch à maintenir et développer les emplois en Aveyron.

CSE EXTRA

Pour rappel, en **2021** les salariés de Bosch Rodez ont accepté de signer un accord de transition, permettant selon la direction de pérenniser le site avec un produit d'avenir : le Fresh 2 qui devait occuper **250 ETP**. Pour parvenir à cet accord les salariés ont dû faire l'impasse sur 750 postes en places et donc tomber à un effectif de 513 ETP d'ici 2028.

Au **1er semestre 2023**, la direction nous annonce la suspension du projet Fresh 2 invoquant le retard du marché de l'hydrogène et le manque de législation Française à ce sujet. (Ce qu'avait clairement annoncé le cabinet d'expertise Syndex lors des négociations). Au **2d semestre 2023** la direction Allemande sous le biais de Beate Grotta, est venu nous faire une éventuelle proposition d'avenant évoquant un nouveau projet de **80 ETP** ainsi qu'une éventuelle prolongation de l'accord de 2 ans repoussant ainsi l'échéance à **2030**.

Et après de nombreux mois d'attente…

Aujourd'hui, **mercredi 11 septembre 2024**, Bruno Gahery nouveau directeur Bosch France Benelux, remplaçant Heikko Carrié et Phillippe Piat DRH Bosch France, remplaçant Dominique Olivier sont venus nous annoncer de nouvelles informations sur le sujet du « Projet 80ETP ».

Concrètement, ce projet vient d'Allemagne de l'usine de Blaichach et de la branche PS-SB. Il est basé sur l'assemblage de capteurs d'arbre à cames CPS3 pour moteur thermique. Il inclut dans un premier temps donc, une ligne de montage occupant une dizaine d'ETP sur 3 équipes. C'est-à-dire, services supports inclus, pas plus de 35 ETP d'ici 2026… **Bien loin des 80 qui étaient déjà bien loin des 250…**

Le second temps reste **potentiel** et emploierai 35 ETP pour une seconde ligne de capteur. Pourquoi potentiel ?

De simples suppositions et orientations, sur un produit sans aucune valeur ajoutée, de la direction. Les orientations de 2021 étaient également fiables et concrètes avec le produit Fresh 2 ! On voit où cela nous a mené…

En conclusion, après ces « annonces » sur l'avenir du site de Rodez, la CGT constate que même sans boule de Crystal, toutes les alertes faites par la CGT avec l'appui du cabinet Syndex depuis l'annonce du PSE sont d'actualité aujourd'hui.

La décadence de la suppression d'emploi chez Bosch ne fait que s'accroitre et que sur le seul site de Rodez nous sommes passés de 1200 salariés en 2018 à 513 d'ici 2026 avec des garanties plus que bancales et diminuants de plus en plus avec le temps.

Les 250 emplois hors-diesel qui devaient pérenniser le site de Rodez à travers l'accord en 2021 sont passés à 80 en 2023 puis 35 en 2024… le point de revoyure en 2026 va-t-il encore être source de suppression d'emploi ? d'Avenir ?